

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons conscience que la situation budgétaire et financière de la France est très délicate avec un niveau de dettes et de déficit public qu'il est indispensable de corriger, et ce sous le regard des marchés financiers, de nos partenaires européens et des agences de notation.

Dans ce contexte, votre Gouvernement propose un budget 2025 afin d'éviter une crise de la dette qui, si elle se produisait, serait effectivement dramatique pour notre pays.

Conséquence directe de cette situation, ce budget 2025 propose une forte hausse de la fiscalité et des prélèvements sur nos entreprises, sur le travail et sur le capital.

Nous déplorons cette situation qui nous conduit, une fois de plus, à hypothéquer l'avenir pour assumer nos échéances d'endettement à court terme.

Malgré cette situation inédite avec des marges de manœuvre limitées, nous pensons qu'il est essentiel de prévoir des ajustements sur ces propositions afin d'en limiter les impacts récessifs pour les entreprises et pour notre économie.

Une fois de plus les entreprises de France vont assumer leurs responsabilités et sortir leur carnet de chèque pour éviter le désastre. Cependant, nous vous appelons aujourd'hui solennellement à proposer au pays, avant le vote final de ce budget, une méthode, un calendrier clair et des objectifs afin de réformer en profondeur la stratégie de dépense publique en France.

Les entreprises ne peuvent pas indéfiniment combler les trous d'une sphère publique incapable de se réformer et de s'adapter à la réalité économique que nous affrontons.

Concernant l'État et la fonction publique dans son ensemble ainsi que les entreprises publiques ayant des statuts spécifiques (RATP, SNCF,...), les conditions de travail (temps, carences) doivent être alignées avec le secteur privé. L'efficacité et recherche de meilleure performance à ressources constantes ou moindres doivent également être davantage recherchées. A titre illustratif, comment expliquer que la dépense éducative soit toujours plus importante, alors que notre pays n'en finit pas d'être déclassé au plus grand détriment des jeunes générations ? Concernant les collectivités, nous ne voyons aucune stratégie claire de simplification, de meilleure répartition des compétences ou de recherche de complémentarité. Nous subissons seulement la superposition d'entités administratives contraignantes que nous finançons toujours davantage.

Concernant les dépenses sociales enfin, nous souhaitons que des réformes structurelles, soit engagées. Vous le savez, en l'état, notre système n'est pas soutenable. Les dépenses sociales représentent 850 milliards d'euros par an, soit le tiers de la richesse nationale. La plus forte augmentation des dépenses publiques des 7 dernières années concerne notre système de retraite, qui n'est plus finançable à long terme eu égard à la nouvelle donne démographique du pays.

Poursuivre dans la voie actuelle, cela signifierait étouffer durablement notre secteur productif et globalement notre économie, qui sont à l'origine de la création de richesse de notre pays.

Monsieur le Premier Ministre, vous vous êtes courageusement engagé à dire la vérité à nos concitoyens, même si celle-ci est difficile à entendre. A court terme, vous n'avez d'autre choix que celui d'augmenter les impôts. A moyen terme (et ce dès 2025), nous n'avons d'autre choix que de réformer structurellement et rapidement nos modes d'organisation publique en vue de diminuer significativement le niveau de nos dépenses et nous rapprocher ainsi de la situation de nos pays voisins au sein de l'Union Européenne.

Paris, le 17/10/2024